



SORTIE DE CRISE

LE PLAN DES ÉCOLOGISTES

Édito

En choisissant de dissoudre l'Assemblée nationale, puis en refusant de tenir compte du résultat des urnes et de changer de politique, le Président a créé une instabilité sans précédent en France.

Face aux crises qui secouent notre pays, il est temps de proposer des solutions concrètes pour sortir de l'impasse. Le plan que nous présentons aujourd'hui n'est pas seulement un plan budgétaire, mais un plan global de sortie de crise, qui prend en compte les principaux défis environnementaux, sociaux et démocratiques que nous devons relever.

Car notre pacte social est au bord de la rupture, avec 9,8 millions de personnes vivant sous le seuil de pauvreté (un record depuis 30 ans !) et la dégradation continue de nos services publics.

Le pacte environnemental est en lambeaux, avec des conséquences dramatiques pour notre avenir à toutes et tous. Incendies, canicules, inondations : l'effondrement de la biodiversité appauvrit et le réchauffement climatique tue, assèche la terre et détruit les habitations. Face à ces catastrophes en cours et à celles qui se préparent, le gouvernement a fait le choix de l'irresponsabilité : en 6 mois, 43 reculs environnementaux ont été votés par ses soutiens et par l'extrême droite.

Quant au pacte démocratique, il est lui aussi à terre. Les années Macron, autoritaires et verticales, ont profondément affecté le lien déjà abîmé entre les Françaises et les Français et leurs représentant·es. Le plan que nous proposons aujourd'hui intègre donc aussi la nécessité de créer un sursaut démocratique.

Nous avons voulu proposer un plan qui réponde aux défis du siècle, avec des solutions concrètes pour réduire les inégalités, protéger l'environnement, renforcer la démocratie et garantir les droits fondamentaux de tous les citoyens.

Le plan que nous présentons aujourd'hui est notre contribution écologiste au débat. Nous souhaitons maintenant la partager et travailler avec nos partenaires aux convergences pour préparer une alternative à la politique conduite par Emmanuel Macron et ses gouvernements successifs.

Face à la menace de l'extrême droite qui n'a pas faibli depuis un an et au naufrage économique, social et environnemental des macronistes et de leurs alliés, notre responsabilité est de nous préparer à exercer le pouvoir, à prendre au plus vite les décisions qui feront la différence dans le quotidien des Françaises et des Français. Oui, nous exigeons une cohabitation et nous y travaillons activement.

Dans ce moment où notre pays s'enfonce dans le doute, alors que certains attisent le ressentiment et la haine, j'ai confiance dans les capacités de ce pays à se redresser, à être solidaire et à affronter les défis de l'avenir.

Nous sommes prêt·es.

Marine Tondelier,
Secrétaire nationale des Écologistes





Table des matières

Édito.....	3
1. Transition écologique : être à la hauteur du défi du siècle.....	6
2. Pour un sursaut démocratique	9
3. Refonder notre pacte social.....	12
4. Une stratégie budgétaire qui réduit nos vulnérabilités et prépare l'avenir.....	15



Transition écologique : être à la hauteur du défi du siècle

Transition écologique : être à la hauteur du défi du siècle

Constats

La situation environnementale de la France s'est fortement dégradée. Elle s'effondre d'autant plus vite que, depuis six mois, la droite et l'extrême droite organisent méthodiquement les reculs écologiques. En 6 mois, 43 reculs environnementaux ont été votés par les soutiens du gouvernement et par l'extrême droite. Ces 43 reculs – loi Duplomb en tête – fragilisent nos ressources, notre santé, notre climat. À force de céder aux lobbies et de sacrifier l'intérêt général, ils mettent en péril l'habitabilité même de la planète.

- **Les ressources naturelles s'épuisent à vue d'œil.**

Le modèle du tout-jetable s'étend, du textile à l'électronique. On pompe toujours plus de métaux, de sable, d'eau potable, comme si ces ressources étaient infinies. Pour le gouvernement, cette crise n'est qu'un problème géopolitique. En réalité, c'est notre avenir collectif qui est en jeu.

- **La pollution gangrène nos milieux naturels et notre santé.**

Oui, les écologistes ont arraché une victoire historique avec l'interdiction des PFAS le 27 février 2025. Mais pendant ce temps, les plastiques continuent d'envahir nos sols, nos rivières et nos corps. Et l'État français, lui, refuse toujours d'adopter une stratégie sérieuse de réduction à la source.

- **Le climat s'emballe.**

En 2024, la France a décroché de la trajectoire des Accords de Paris. Et plutôt que d'accélérer la transition, le Gouvernement sabote les outils existants : gel de MaPrimeRénov, abandon du plan vélo et du leasing social, RER métropolitains laissés sans financement, plan d'adaptation publié sans moyens.

- **La biodiversité s'écroule.**

Les insectes disparaissent, les écosystèmes se délitent. Face à cet effondrement, l'exécutif rouvre la porte à l'acétamipride, un néonicotinoïde destructeur. Même censurée par le Conseil constitutionnel, l'offensive se poursuit et touche notamment les professionnel·les engagé·es dans la défense des droits environnementaux, que ce soit à l'Office français de la biodiversité, à l'Ademe, ou encore à l'Agence Bio.



Transition écologique : être à la hauteur du défi du siècle

Nos propositions

1 → Un plan de bifurcation écologique jusqu'en 2030.

L'objectif est d'atteindre les 34 milliards d'euros d'investissements dans la transition écologique en 2030, comme recommandé par le rapport Pisani-Ferry / Mahfouz . **Neuf milliards d'euros seront dégagés dès l'année 2026** pour retrouver cette trajectoire en investissant dans la rénovation énergétique (MaPrimeRénov, bâtiments publics), dans les mobilités du quotidien (transports en commun, trains de nuit, véhicules électriques, plan vélo...), dans la préservation de la biodiversité, de l'océan et des forêts. Nous avons besoin d'une véritable stratégie d'adaptation, dotée de moyens suffisants pour faire face à l'ensemble des effets du réchauffement climatique et de la perte de biodiversité. Dans la nouvelle Programmation Pluriannuelle de l'Énergie, des moyens massifs doivent être orientés dans les énergies renouvelables pour éviter la rupture en production électrique quand les centrales nucléaires fermeront progressivement.

2 → Prendre au sérieux les besoins d'adaptation de notre pays face aux conséquences du dérèglement climatique.

- Faire en sorte que la prime CaNat alimente à 100% le Fonds Barnier, soit 520 M€.
- Intégrer les enjeux environnementaux dans toutes les branches de la Sécurité Sociale (retraite, maladie, famille, accident du travail et maladies professionnelles) afin qu'elles agissent sur les facteurs environnementaux. C'est à cette condition qu'une prévention de long terme permettra un mieux-être et une plus grande efficacité.
- Ouvrir des négociations avec les organisations syndicales pour adapter notre code du travail aux événements climatiques extrêmes.

3 → Le renforcement des pouvoirs et des moyens des collectivités locales.

Il n'y aura pas de transition écologique sans les territoires. Les habitant·es, la société civile et les collectivités, en première ligne face aux conséquences du dérèglement climatique, doivent avoir les moyens d'agir. Or, elles et ils ont été progressivement privé·es de ressources. Les collectivités locales voient leurs services publics et le pilotage des politiques écologiques fragilisés. Les Écologistes veulent leur donner un cap et une visibilité afin de garantir leurs capacités d'investissement et de fonctionnement. **Les dotations des collectivités doivent être sanctuarisées pendant trois ans en loi de finances avec une autonomie fiscale progressive.** C'est un impératif fort à quelques mois des élections municipales, puisque s'amorcera alors - ou non - un nouveau cycle d'investissements locaux. Les exécutifs locaux élus au printemps 2026 doivent avoir les moyens d'agir face aux menaces environnementales, via notamment un Fonds vert qui est à rétablir à son niveau de 2024, soit 2,5 Mds€.

*D'autres propositions :
Rapport "Alerte sur l'environnement", octobre 2024.*



Pour un sursaut démocratique

Pour un sursaut démocratique

Constats

- Depuis la dissolution ratée de 2024, la France a retrouvé l'instabilité de la IV^e République et un niveau de défiance maximum des citoyen·nes vis-à-vis de leurs dirigeant·es. Les Français·es n'attendent qu'une chose : qu'on s'occupe des problèmes de leur vie quotidienne. Ils assistent impuissant·es à un jeu de dupe incompréhensible où certains Ministres critiquent leur propre gouvernement, où d'autres se succèdent en poursuivant une politique rejetée dans les urnes, et où le Président de la République vient régulièrement leur faire la morale à la télévision.
- Les raisons tiennent en partie à la pratique du pouvoir d'Emmanuel Macron, mais elles sont aussi institutionnelles et constitutionnelles. Ce régime présidentiel très déséquilibré ne peut mener qu'à un exercice solitaire du pouvoir. Avec la V^{ème} République, la France est une démocratie de faible intensité. Intouchable, le président de la République ne trouve aucun réel contre-pouvoir face à lui. Le Parlement est rationalisé, voire entravé; l'Assemblée peut être dissoute selon le bon vouloir du Président, le Premier ministre a été relégué au rôle d'exécutant et la décentralisation n'a jamais vraiment abouti.
- Notre Assemblée est pluraliste, mais opère toujours avec les outils du fait majoritaire (49.3) et de la pratique verticale du pouvoir. Cela ne peut pas fonctionner. Tant que nous n'adapterons pas nos règles à la réalité politique du pays, les blocages perdureront. Au risque de susciter le désir malsain d'un virage autoritaire.

Nos revendications

1 → **Nommer une ou un Premier·e ministre issu du Nouveau Front Populaire.**

Le Président de la République doit respecter le résultat des élections législatives de juillet 2024. Ce ou cette Premier·e ministre doit s'engager à gouverner sans recourir au 49-3 afin de montrer cette capacité de dialogue et de compromis dont la République a besoin.



2 → Redonner la parole aux Françaises et aux Français.

Les années Macron, jupitériennes et verticales, ont beaucoup abîmé le lien des Françaises et des Français avec la politique. Il est nécessaire de créer un sursaut démocratique, par l'organisation d'un référendum permettant aux citoyens et citoyennes de trancher 3 questions au coeur de notre pacte social et démocratique : l'abrogation de la réforme des retraites, la justice fiscale (instauration d'un ISF climatique, Taxe Zucman) et la place et les moyens donnés à nos territoires dans la gouvernance de notre pays.

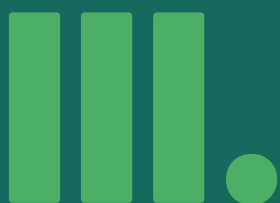
3 → Adopter un mode de scrutin proportionnel pour les prochaines élections législatives.

Promis maintes et maintes fois, la proportionnelle est le seul mode de scrutin qui permettra aux citoyen·nes de se sentir représenté·es directement afin de nouer des compromis à l'Assemblée Nationale. La manière dont les député·es sont élu·es oblige à des coalitions qui enferment les représentant·es dans des logiques d'appareil. Nous voulons libérer la démocratie de ce carcan.

4 → Saisir le Conseil Économique, Social et Environnemental pour organiser une convention citoyenne sur la VI^{ème} République.

La France a besoin d'un renouveau institutionnel et démocratique qui soit l'objet d'un débat avant l'élection présidentielle de 2027. Nous devons sortir de la crise de régime en préservant le cadre républicain et adopter véritablement un régime parlementaire. La République sociale et écologique doit être une perspective réaffirmée et les contre-pouvoirs doivent être davantage protégés, notamment la justice et des médias qui sont la cible de pouvoirs privés, arbitraires et réactionnaires.





Refonder notre pacte social

Refonder notre pacte social

Constats

Alors que la fortune des milliardaires français augmente de 13 millions d'euros par jour depuis 2019, près de 10 millions de nos concitoyen·nes vivent dans la pauvreté – un bien triste record depuis 30 ans. À la veille de la rentrée scolaire, plus de 2000 enfants ont dormi à la rue, tandis que trop d'étudiant·es sautent des repas faute de moyens.

Dans le même temps, les services publics – patrimoine de celles et ceux qui n'en ont pas – sont asphyxiés. L'école, la santé, la sécurité, qui devraient être les piliers de l'égalité républicaine, se trouvent démantelés au nom de la rentabilité. On manque de professeurs, de médecins, de policiers, car leurs conditions de travail et leurs salaires ont été sacrifiés.

Enfin, la promesse républicaine de « liberté, égalité, fraternité » sonne de plus en plus creux. Quelle égalité quand les services publics désertent les campagnes et les quartiers populaires ? Quelle fraternité quand les discriminations blessent des millions de personnes et les excluent de l'accès à l'emploi ou au logement ? Quelle liberté quand l'identité de certain·es est contrôlée en permanence, quand la peur ou la stigmatisation remplacent la dignité et le respect ?

Aux inégalités sociales s'ajoutent des injustices fiscales flagrantes. Les plus riches contribuent proportionnellement bien moins que la majorité des citoyen·nes. Certains, à un niveau de fortune qui défie l'imagination, pensent pouvoir tout acheter : médias, influence, honneurs. Ce déséquilibre nourrit l'arrogance, l'impunité et l'indifférence face aux ravages climatiques et sociaux causés par leurs activités.

Dans un contexte menaçant, notre société ne tiendra que par sa capacité à se refonder sur un pacte social renouvelé. Pour cela, nous devons prendre des mesures d'urgence, qui ont un impact dans la vie quotidienne des Françaises et des Français.



Nos propositions

1 → Réparer nos services publics.

Le constat est largement partagé : se soigner devient de plus en plus difficile, les conditions d'enseignement se dégradent et il pèse sur tous les professionnels qui font vivre nos services publics une pression insupportable. On ne peut plus se contenter de regretter la situation, les majorités doivent se faire au Parlement pour soutenir notre système de santé et notre école publique. L'Assemblée a voté la création d'une autorisation d'installation des médecins pour garantir une meilleure répartition des médecins sur le territoire français, la suppression de la majoration du ticket modérateur pour les patients qui n'arrivent pas à désigner un médecin traitant et le rétablissement de l'obligation de permanence des soins pour les médecins de ville. Le texte doit maintenant avancer.

De la même manière, le Parlement doit adopter des mesures de bon sens en faveur de l'école publique, pour en terminer avec la politique brutale de fermeture de classes, donner les moyens aux équipes éducatives d'accompagner chaque élève, quelles que soient ses difficultés, et renforcer la mixité sociale dans tous les établissements.



93 % des Françaises et des Français veulent un grand plan d'investissement dans les services publics.

2 → Garantir l'accès au logement.

Premier poste de dépense des ménages, accéder au logement est un combat et s'y maintenir demande de nombreux sacrifices. Des mesures simples et consensuelles doivent être mises en place rapidement : la pérennisation de l'encadrement des loyers, l'encadrement strict des excès d'Airbnb et l'augmentation de la fiscalité sur les logements vacants et les résidences secondaires en ciblant particulièrement les multipropriétaires. Le logement est un droit, pas un produit de spéculation.

3 → Organiser une Conférence nationale interprofessionnelle sur les salaires

Notre objectif : relancer une dynamique salariale en France. Trop de salarié·es sont encore au SMIC (14,6 % fin 2024) ou proches du SMIC, et l'inflation et l'augmentation du coût des logements a réduit le pouvoir de vivre des Français·es. Nous appelons également à conditionner le maintien des exonérations de cotisations sociales des salarié·es au SMIC à une augmentation au bout de 2 ans d'ancienneté, et en calculant les exonérations sur le Salaire Minimum Conventionnel pour les branches n'ayant pas rebasé sur leur grille de salaires sur le SMIC (au 24 janv. 2025, 75 branches professionnelles présentaient des minima conventionnels inférieurs au SMIC revalorisé le 1er novembre 2024).



IV.

**Une stratégie
budgétaire qui réduit
nos vulnérabilités
et prépare l'avenir**

Une stratégie budgétaire qui réduit nos vulnérabilités et prépare l'avenir

Constats

- **L'évolution du déficit public est préoccupante.**

En forte hausse depuis 3 ans, le déficit devrait se maintenir entre 5,4% et 5,6% en 2025 (le plus élevé de la zone euro) quand des pays comme l'Espagne, qui ont choisi une autre politique économique, tournée vers la demande et non la politique de l'offre, réduisent leur déficit.

- **Les marchés financiers sont inquiets.**

Ils le montrent en demandant des taux de plus en plus élevés à la France même s'ils restent encore limités. Les taux d'intérêts à 10 ans se situent à 80 points de base de plus que l'Allemagne. La charge de la dette est contenue. À 2,1% du PIB en 2024, c'est un niveau historiquement bas. Mais la charge des intérêts a doublé dans les quatre dernières années (+30 Md€). Au-delà d'un renchérissement de la dette qui devrait se répercuter sur le déficit, ce qui pose surtout problème, c'est le manque de perspectives à moyen et long terme autres, que celles d'une stagnation économique, d'une absence d'investissements clefs pour l'avenir et d'une instabilité politique chronique.

- **La droite macroniste a plombé les finances publiques depuis 2017.**

Ceux qui donnaient des leçons d'économie au Nouveau Front Populaire en 2024 n'ont plus une once de crédibilité. Si une partie de l'explosion du poids de la dette est liée au "quoi qu'il en coûte" de la crise Covid, la plus grande partie est la conséquence de la politique de soutien aveugle aux entreprises, et en particulier de la politique fiscale d'Emmanuel Macron. Les pertes de recettes fiscales dues à ses réformes s'élevaient à 62 Md€ pour l'année 2023. Cette politique est à la fois récessive, injuste et court-termiste. Elle ne permet ni d'affronter le retournement du contexte économique international, ni d'investir dans la transition écologique, ni de donner confiance à un pays qui en a dramatiquement besoin.



Nos propositions

1→ L'adoption d'une stratégie budgétaire pluriannuelle qui prépare l'avenir

Notre stratégie vise à réduire le déficit sans sacrifier la sécurité globale qu'elle soit climatique, stratégique ou sociale. Les services publics et la protection sociale sont au cœur du pacte social et fiscal de notre pays. Ils doivent être préservés et même réinvestis. Rien ne pourra se faire sans l'école publique, l'hôpital public ou un régime des retraites solidaire. La stratégie budgétaire doit donc consister à dégager des marges de manœuvre pour investir, tout en réduisant le déficit chaque année :



Réduction du déficit de 11,7 Md€ en 2026



13Md€ supplémentaires en 2027



15 Md€ supplémentaires les années suivantes

2 → Dès 2026, réinvestir dans la transition, la défense et les services publics :



Bifurcation écologique : +9,1 Md€



Effort de défense : +6,2 Md€

Une stratégie budgétaire qui réduit nos vulnérabilités et prépare l'avenir



Services publics :

+6,1 Md€ de réparation et de modernisation dès 2026 dont une augmentation progressive des salaires des professeurs de 15% sur 5 ans, un investissement massif dans la recherche et les universités, des moyens pour la justice et pour le logement social (abrogation RLS)



Protection sociale

+6,3 Md€ notamment à travers l'abrogation de la mesure d'âge à 64 ans, la création progressive d'un RSA jeune (en commençant par les jeunes issus de l'ASE) et l'abrogation des réformes de l'assurance chômage



Augmentation de la contribution à l'Union Européenne : 5,7 Md€

3 → Ce retour à un équilibre budgétaire doit se faire d'abord par la justice fiscale.

Les mesures d'économie et d'augmentation d'impôt doivent préserver les classes moyennes et les personnes au travail. Elles doivent cibler les rentes, les ménages les plus riches, les multinationales et les secteurs fossiles. Dès la première année, une stratégie conciliant justice sociale, environnementale et fiscale sera mise en place.

• Imposition sur le patrimoine :

- Mise en place de la taxe Zucman (impôt différentiel permettant de s'assurer que les impôts personnels versés soient au moins égal à 2 % du patrimoine, y compris biens professionnels) sur les fortunes de plus de 100 millions d'euros, pour lutter contre l'optimisation fiscale abusive via les holdings patrimoniales
- Mise en place d'un ISF climatique



Une stratégie budgétaire qui réduit nos vulnérabilités et prépare l'avenir

- **Prolongation de la contribution exceptionnelle des grandes entreprises et taxation des superprofits**, notamment ceux liés aux marges exceptionnelles issues des brevets pharmaceutiques ou des rentes de l'industrie pétrolière et gazière ou du commerce maritime
- **Réforme du pacte Dutreil** en réduisant l'abattement à 50 % (au lieu de 75%) au-delà de 50 millions d'euros.
- **Renforcement progressif de la fiscalité aérienne (hors DROM-COM et Corse)** : il faut que le train coûte systématiquement moins cher que l'avion qui reste un mode de déplacement particulièrement utilisé par les plus aisés. La taxe kérosène sur les vols intérieurs (hors DROM-COM et Corse) sera mise en place dès 2026 et une taxe sur les grands voyageurs aériens sera mise à l'étude pour 2027.



La justice fiscale et la conditionnalité des aides publiques doivent être au cœur de notre pacte social. C'est aussi une demande forte des Françaises et des Français.

- ***83 % veulent taxer les dividendes des plus grandes entreprises***
- ***78 % veulent rétablir l'ISF***
- ***86 % veulent des contreparties environnementales et sociales pour les aides publiques accordées aux entreprises***



Une stratégie budgétaire qui réduit nos vulnérabilités et prépare l'avenir

Féminisation de notre système socio-fiscal

Nous devons aligner notre système socio-fiscal avec nos objectifs écologiques, mais aussi avec nos valeurs féministes. C'est pourquoi les écologistes proposent :

- *la défiscalisation des pensions alimentaires*
- *la déconjugalisation de la prime d'activité*
- *l'individualisation de l'impôt*

3 → Un gouvernement écologiste doit diminuer les dépenses inutiles et fossiles.

Ces dépenses sont à la fois budgétaires et fiscales.

- **Aides aux entreprises :**

- Recentrage des exonérations de cotisations sociales sur les salaires jusqu'à 2 SMIC et conditionnalité sociale.
- Rationalisation et verdissement du Crédit Impôt Recherche (réduction du plafond à 50 millions d'euros calculé au niveau des groupes) et recentrage du dispositif sur les PME/ETI.

- **Niches fiscales néfastes au climat :**

- Dès 2026, les tarifs réduits pour les gazoles non routiers (GNR) hors travaux agricoles et forestiers : chantier, industrie, manutention portuaire, etc. (900 M€) et les tarifs réduits sur les énergies fossiles pour les industries seront supprimés. D'autres niches fiscales comme le taux réduit pour le carburant du transport routier de marchandises seront transformés en aides forfaitaires afin de ne pas soutenir la consommation de carburant.
- Il s'agira également de réformer les barèmes kilométriques, de diminuer le périmètre des aides à l'apprentissage pour éviter les abus, d'arrêter les grands projets inutiles comme l'A69 et la ligne TGV Lyon-Turin, de diminuer drastiquement le recours à des cabinets de conseil extérieurs pour les administrations publiques et surtout développer massivement la prévention pour passer d'une politique de soins à une politique de san-



Une stratégie budgétaire qui réduit nos vulnérabilités et prépare l'avenir

té afin de limiter le développement des maladies chroniques (diabète, cancers...). La seule renégociation des tarifs des médicaments dits "innovants" pourraient selon la Cour des Comptes permettre d'économiser 1,2 Md€. La transparence sur les coûts de production est un préalable pour réguler un secteur pharmaceutique qui demeure le 3^{ème} en termes de distribution de dividendes au niveau mondial.



Annexe

Trajectoire de réduction du déficit

Trajectoire	2026	2027	2028	2029	2030
Effort de réduction du déficit	-11,7Md€ (5,2%)	-13Md€ (4,9%)	-15Md€ (4,5%)	-15Md€ (4,1%)	-15Md€ (3,7%)

Tableau récapitulatif des grands équilibres budgétaires

Transition écologique	+9,1Md€
Réparation des services publics	+6,1Md€
Effort de défense	+6,2Md€
Contribution Union Européenne	+5,7Md€
Protection sociale	+6,3Md€
Recettes fiscales	+28,5Md€
Maîtrise des dépenses	-16,6Md€
Effort de réduction du déficit	-11,7Md€

- Évolution des recettes
- Évolution des dépenses
- Total ou effort de réduction du déficit





Pour suivre les actualités du mouvement,
rendez-vous sur lesecologistes.fr

